

Post-Scriptum

L'INFO CRITIQUE DES ETUDIANTS

N° 10

Sommaire

Éditorial p. 2 à 5

Evenement : « La crise du CPE »

Brèves de blogs p. 5 à 6

CPE, le kärcher social p. 7

Interview de F. REBSAMEN p. 8 à 9

Sondage exclusif Cité-U p. 9

Face à Face p. 10

Une nuit à la Fac p. 11

Dossier local :

UAD, attention danger p. 12

Dossier économie p. 13

Dossier société :

Quand l'opium du Peuple se

heurte à la liberté d'expression p. 14 à 15

Dossier international p. 16 à 17

Dossier littérature :

Gaston Couté p. 18

Spécial 10^{ans} numéro de

Post-Scriptum p. 19

Brèves p. 20

Et maintenant...

PRINTEMPS 2006

Université de Bourgogne

GRATUIT



Post-Scriptum

pscriptum@hotmail.com
http://pscriptum.canalblog.com

Fondateur :

Jean-Baptiste Hermann

Rédaction :

5, rue Henri Baudot
21 000 Dijon

Directeurs de publication :

Jean-Baptiste Hermann
et Jérôme Carré

Direction de rédaction :

Vincent Bégrand
Antoine Hoareau
Raphaël Mendak

Comité d'orientation et de rédaction :

Bahija Azouzal (Eco-
Gestion)
Vincent Bégrand (Philo.)
Cécilia Blanchard (Hist. de
l'Art)
Jérôme Carré (Lettres)
Ludovic Cour (Droit)
Jean-Baptiste Hermann
(Philo.)
Antoine Hoareau (I.U.T.)
Sara Horchani (I.U.P.
Culture)
François Jehl (Info.)
Mikaël Jover (A.E.S.)
Jérémy Lowicki (Histoire)
Claire Ménard (L.L.C.E
Anglais, corres. U.S.A.)
Raphaël Mendak (Lettres)
Myriam Morele (Droit)
Raphaël Petitboulanger

EDITORIAL

Le Temps passe vite... et voici le 10^e numéro de Post-Scriptum. Celui-ci devait venir il y a maintenant des mois, mais nous avons été bloqués par les événements et nous nous excusons donc du retard. Le Temps passe vite... il y a maintenant plus de deux ans, nous soumettions l'idée d'une certaine femme Présidente de la République, et l'on nous riait au nez. Aujourd'hui, ces mêmes moqueurs se rallient un à un à celle qui caracole désormais dans les sondages. Le Temps passe vite... si vite que notre Une a changé de nombreuses fois, si bien que le thème premier sur la liberté d'expression et les dessins qui font exploser (de colère...) les barbus sont passés au second plan tellement les événements liés au CPE ont monopolisé l'actualité de la vie estudiantine cette année. Mais rien n'empêche le besoin de défendre la Liberté et la Démocratie, ni le Temps ni la formidable expérience politique que nous venons de vivre avec le CPE. Bien au contraire, ce que Post-Scriptum défend depuis sa création – la Citoyenneté, le débat, l'échange politique entraînant l'ensemble du monde étudiant – s'est projeté sur le devant d'une partie de la scène universitaire d'une façon brutale et presque choquante tellement l'inertie habituelle avait laissé place d'un seul coup à une prise de conscience collective et à une agitation politique qui pouvait rappeler un certain mois de mai ; sauf que nous ne sommes pas en 68, et la façon dont été conçues Liberté et Démocratie durant ce conflit sur le campus nous le montre douloureusement. Nous ne sommes pas de ceux qui font de Mai 68 un mythe, mais il reste cependant indéniable que cette période était portée par une aspiration à plus de Liberté et de Démocratie même si elle connut des dérives contradictoires à ces objectifs.

Le contexte social d'aujourd'hui est tout autre. La Jeunesse a dénoncé la précarité, elle recherche donc davantage de sécurité. Cette attitude n'est pas pour autant conservatrice, comme le dénonce la Droite, puisqu'elle défend la garantie du parcours, la protection de l'incertitude, formant ainsi un cadre dans lequel peut s'exprimer alors la Liberté et s'envisager l'Avenir. Cependant, contrairement à Mai 68, l'aspiration à la Liberté comme destinée collective pouvait sembler si éloignée qu'elle fut récupérée insidieusement comme un vulgaire slogan par la Droite universitaire durant les blocages. Ceci n'a d'ailleurs rien d'accidentel, tout a été mis en œuvre par la Gauche extrême pour populariser ceux qui se vantaient vouloir " libérer la Fac ". Si le Temps passe vite, il nous donne l'avantage de pouvoir analyser la période des manifestations et blocages avec un recul bénéfique. Cet épisode social fut intense, les protagonistes du mouvement et les opinions nombreux et parfois radicalement différents. Post-Scriptum avait fait le choix dès le début de l'année de s'engager pleinement contre le CPE. Notre vision militante allait bien au-delà du simple refus de la précarité et réclamait le Droit à l'Avenir pour l'ensemble de la Jeunesse. Cela inclut donc un combat permanent qui passe en priorité par les propositions. C'est ce que nous faisons hier, c'est ce que nous ferons demain, et c'est ce que nous avons défendu pendant toute cette période où ce sont multipliés les êtres providentiels d'un jour. Remettons les choses dans leur ordre. A l'origine du Collectif STOP CPE, il y avait la volonté entre socialistes et communistes de se battre côte à côte. Post-Scriptum avait fait le choix, ... au même titre que le syndicat lycéen FIDL, de se joindre au MJS* afin de constituer un front commun

... au même titre que le syndicat lycéen FIDL*, de se joindre au MJS* afin de constituer un front commun des organisations de jeunesse significatives et n'ayant pas peur de l'usage du mot " politique ", puisqu'après tout lorsque l'on s'engage contre le CPE, on fait de la Politique. Ceci n'étant par mauvaise foi pas l'avis de tout le monde, notre espoir de voir un élan politique naître sur le campus s'est vu déçu. Le terme " Gauche " ne devant pas apparaître dans le Collectif et celui-ci ayant été immédiatement composé de syndicats enseignants sur invitation de la JC*, notre trio s'est vu contraint de quitter le Collectif qu'il avait pourtant lui-même baptisé " STOP CPE DIJON " ; le reste des organisations ayant pris le soin d'ajouter " et contre la précarité " au cas où le Peuple n'aurait pas fait le rapprochement. Nous voici donc, Post-Scriptum, le MJS et la FIDL, partis dans une aventure qui n'eut pour but que de mobiliser au maximum et prit le nom de Collectif de " la Jeune Gauche ". On ne s'improvise pas militant, et les plus fortes mobilisations furent entraînées par notre Collectif. Nous comprenons que venant de 3 organisations face à une dizaine cela puisse en " outrer " quelques-uns, de là à nous accuser de récupération et d'atteinte à l'unité du mouvement, il y a un pas que seule la mauvaise foi a l'audace de franchir au point de se confondre avec témérité à la stupidité. Lorsque l'on est de Gauche on respecte le travail des autres, quoiqu'il est vrai que nous soyons les seuls à s'être affichés de Gauche durant ce mouvement. Ne pas avancer masqués ne nous a donc pas empêchés de mobiliser, et l'on sort toujours grandis de savoir rester honnêtes...

Il fallut attendre les vacances scolaires et le retour du ski de certains révolutionnaires en herbe pour voir venir la seconde phase du mouvement, celle qui déchaina les passions sur le campus. Période durant laquelle on connut enfin certains groupes politiques jusque-là dans l'ombre, tel que l'extrême-droite villiériste, et où les syndicats étudiants eurent du mal à dissimuler leurs différentes sensibilités politiques. Nous sommes en effet arrivés en ce début de mars à de multiples divisions à propos du blocage de la Fac, entraînant chacun à prendre position, et allant parfois jusqu'à oublier le principe même du mouvement. A ce titre nous tenons à saluer, une fois n'est pas coutume, ceux que nous avons tant malmené dans notre journal les accusant de vouloir sans cesse nier l'importance du politique et qui nous ont montré durant cette crise ô combien ils étaient politiques. Il s'agit des associatifs qui ont su courageusement prendre des positions politiques difficiles, s'opposant au CPE et jouant parfois le rôle de médiateur lors du blocage, restant apertisans comme nous l'avons toujours dit. Merci à eux de nous donner raison. Le blocage de la Fac mis fin au collectif qui se voulait être l'unique représentant des jeunes contre le CPE, et qui après le départ des associatifs, ne réunissait finalement plus que des organisations communistes et d'extrême-gauche pour former le Collectif d'Occupation. Les communistes (JC, FSE*, UEC*) ont vite été dépassés et l'hégémonie de l'UNEF*

sembla incontestable. Mais comme partout ailleurs en France, le syndicat étudiant le plus puissant se fit à son tour déborder faute d'avoir flatté les franges les plus activistes du mouvement. La Coordination nationale qui se voulait elle aussi représenter l'ensemble du mouvement étudiant se fit vite récupérer par les forces les plus extrémistes telle que Lutte Ouvrière (LO). Celle-ci s'est réunie le 19 mars à Dijon et pour marquer toute la pertinence du mouvement, les " représentants étudiants " eurent l'intelligence de virer la presse à coups de poing. Pourquoi cette violence ? Ils eurent sans doute peur d'être ridicules face aux journalistes dès le premier vote qui concernait les modalités du vote (sic). Tous les week-ends pendant la crise du CPE, la Coordination nationale s'enfermait des nuits durant dans un amphithéâtre afin de décider des suites à donner au mouvement. Ainsi, a été votée, par exemple, une motion contre le libéralisme... Nous condamnons bien sûr la bêtise qui entrava la liberté de la presse et nous nous questionnons sur la légitimité démocratique de telles assemblées. Nous sommes en effet en droit de nous demander selon quel contrat démocratique les " Assemblées Générales " ont à être considérées comme souveraines. La Démocratie, ce n'est pas le pouvoir de celui qui hurle le plus fort. La Démocratie, ce n'est pas le pouvoir de celui qui tient le mégaphone ou décide du tour de parole. La Démocratie, ce n'est pas le pouvoir de la foule, ça c'est l'ochlocratie. Et le mépris dont ont fait preuve les organisateurs d'AG envers ceux qui ne s'y rendaient pas est répugnant et grotesque. Il faut être un peu naïf pour croire qu'un tract peut servir de convocation, ou alors un peu prétentieux. **L'autogestion n'est pas la démocratie et n'arrange que celui qui la décrète.** La solution la plus démocratique fut encore celle trouvée par l'administration (vilain mot pour certains... allons, faut grandir un peu) qui fut d'organiser des votes à bulletins secrets par UFR. Il faut savoir qu'il n'y eut qu'un véritable vote de cette sorte, et encore il fut erroné faute de bourrage d'urnes de la part d'une infime minorité de fanatiques du blocage. Ce ne sont cependant pas les dizaines de bulletins en trop qui empêchèrent l'écrasante majorité des étudiants de valider le déblocage de la Fac. Ce vote fut d'ailleurs devancé par le sondage de Post-Scriptum que vous pourrez consulter P.9, réalisé durant la période du blocage exclusivement en Cités-U. Notre journal n'a pas pris de position en faveur ou non du blocage, le Comité de rédaction ayant été divisé sur la question et ne pensant pas devoir prendre une décision définitive dans un contexte toujours changeant, nous avons en effet préféré mener une enquête d'opinion afin de savoir ce que pensaient réellement des étudiants. Nous avons fait le choix d'interroger uniquement des étudiants vivant en Cité-U. Une très large majorité d'entre-eux était contre le CPE, mais environ 70% étaient également contre le blocage. Lors des votes, la position de Post-Scriptum a été de respecter le choix issu des urnes à partir du moment où les conditions démocratiques furent respectées. Entre les feuilles d'émargements qui disparaissent, les votants en pagaille qui viennent de ...

... l'IRTESS pour le blocage du bâtiment de Lettres et les règlements sans cesse modifiés, la démocratie a bien souffert. Nous n'accusons personne en particulier, ses ennemis furent dans les deux camps. Les premiers d'entre-eux furent d'ailleurs ceux qui s'autoproclamèrent "représentants légitimes des étudiants", et dont la "légitimité" reposait sur des procédés complexes que seuls les petits chefs du Collectif d'Occupation semblaient aptes à comprendre. L'indépendance politique était également affichée afin de parfaire la position de l'être providentiel. Ainsi, on put voir certaines manifestations gérées par ces étudiants "légitimes", "indépendants", et se déclarant affiliés à aucune organisation de jeunesse. Durant l'une d'entre-elles, l'un des protagonistes les plus télévisuels du mouvement est même allé jusqu'à nous dire : "Je peux me considérer comme le porte-parole des étudiants" (sic). Le privilège était issu des différents mécanismes de l'autogestion du Collectif d'Occupation. Ainsi, il nous explique avoir été élu légitimement (?) dans la "commission externe responsable de la sous-commission communication"... ce qui fait donc de lui le représentant des étudiants... voui, voui. Au-delà du mépris affiché envers la démocratie et les organisations de jeunesse, c'est l'honnêteté qui fut la plus sévèrement touchée. De nombreuses fois en effet, durant les manifestations, le Collectif de la Jeune Gauche fut accusé par ce genre de porte-parole de nuire à l'unité du mouvement car notre banderole comportait tous les logos des organisations de notre collectif. On nous demanda même de cacher le "MJS" inscrit sur la banderole... ben voyons ! Il ne faut pourtant pas un grand effort intellectuel pour comprendre que l'union c'est le rassemblement des différences. Nier les étiquettes, c'est nier les différences, et ainsi vider l'unité de son sens. Élémentaire mon cher Watson ! Les véritables raisons de cette attitude se trouvent plutôt dans le refus de voir le MJS mobiliser fortement la Jeunesse ; c'était pourtant l'objectif et l'intérêt de tous ! À tous les donneurs de leçons sur la prétendue indépendance du mouvement, nous tenons à dire que nous ne considérons pas des organisations comme Greenpeace politiquement neutre. **Le terme "indépendance" que relayaient sans cesse les héros d'un jour est risible** quand on sait que les "commissions" du Collectif d'Occupation envoyaient des bloqueurs faire benoîtement le tour des fédérations des partis politiques de Gauche pour demander l'impression de leurs tracts. Ainsi, on pu entendre que "le MJS a plein de fric" et que, de ce fait, il fallait demander l'impression de tracts à l'organisation pourtant si malmenée par le Collectif d'Occupation. Or, nous tenons à préciser que le MJS est la seule organisation de jeunesse politique autonome et qu'à ce titre, elle est certainement dans les moins bien loties. Le mépris constant de certains bloqueurs envers les sociaux-démocrates et toutes positions modérées n'a fait que le jeu de la Droite, lui permettant de se faire porte-parole des étudiants contre le blocage et se sentant diabolisés par le Collectif d'Occupation. Même si elle fut rarement énergique la Droite locale réussit tout de même à grossir ses rangs. Et il est malheureux de voir

les propos tenus par certains bloggeurs partisans du blocage envers ceux d'un avis contraire. **L'ouverture d'esprit et la volonté de débat sont pourtant primordiales dans ce genre de crise.** Les différents blogs consacrés à celle-ci reflétaient une incompréhension entre étudiants, et nous notons par ailleurs que les arguments les mieux construits provenaient le plus souvent des anti-CPE opposants au blocage (lire P.5&6 les brèves de blogs). Les positions extrémistes creusèrent les divisions et amplifièrent le manque de respect entre étudiants, aidées par une sorte de bien-pensance aveugle qui fit du blocage une mode. Celle-ci faisait du bloqueur un héros dont l'attitude était considérée comme la seule façon de stopper le CPE. Or, le 10 avril, jour du retrait du CPE, la victoire est celle de la majorité. Une majorité pas si silencieuse que ça et qui, entraînée par l'union de toutes les forces de progrès, a permis le rejet du CPE. Le jour même de ce soulagement, les héros d'un jour se sont vite trouvés une autre raison d'exister. Plus de CPE, c'est pas grave, le blocage doit continuer cette fois contre le CNE, et la précarité, et les postes au concours... Les propos de la veille qui définissaient le retrait du CPE comme seul objectif de la mobilisation et des blocages furent vite oubliés. Si bien que l'on oubliait ce qui permit réellement la victoire contre la Droite : l'union. C'est une victoire de l'union de forces différentes, de générations différentes, de corps de métiers et d'activités différents. Ce sont ces différences rassemblées qui ont fait plier le gouvernement ; et le ras-le-bol. L'exaspération sociale, comme nous l'évoquions dans notre numéro d'octobre, fut en effet vectrice d'union, de nombreux citoyens s'associant au combat contre le CPE ne sachant plus par quel moyen se faire entendre. C'est ce front commun qui doit permettre aujourd'hui par la démocratie participative de restituer au Peuple sa destinée. La Démocratie reste un combat de tous les jours comme nous le montre la période du blocage. L'illusion de l'autogestion est de nouveau venue entraver cet idéal. L'arbitraire et la hiérarchie tournent l'organisation d'un blocage au ridicule (lire P.11 "Une nuit à la Fac"), et l'omniprésence d' "anarchistes" autant que la multiplication de petits chefs marquent tout le paradoxe de l'autogestion. Celle-ci aura servi à quelques uns à se mettre en avant. Et maintenant... Que vont-ils faire ? **Nous attendons désormais de connaître leurs propositions pour l'Avenir des Jeunes.** Car de notre côté, nous ne pensons pas qu'il y ait de différences entre le 9, le 10, ou le 11 avril, et nous continuons de militer. Le jour du retrait du CPE, les syndicats ont sabré le champagne. La victoire contre la Droite et l'injustice fut belle. Mais on ne gagne rien d'un retrait, et le plus dur reste à faire. C'est certes moins amusant que le blocage d'une Fac mais bien plus essentiel à la vitalité de notre démocratie, il nous faut aujourd'hui plus qu'hier nous battre pour permettre l'alternative de demain, en nous mobilisant désormais sur des propositions et en nous unissant autour d'un projet. Des manifestations qui entraînent des milliers de lycéens, étudiants, et actifs dans les rues de Dijon. Une Fac bloquée. ...

... De multiples divisions... Et maintenant ? Nous avons connu lors de cette année universitaire une période difficile qui doit connaître des débouchés politiques en poursuivant son élan citoyen. Seuls le respect de chacun et la Démocratie peuvent rendre possible les projets collectifs. Nous avons fait le choix de revenir sur la crise du CPE et ses conséquences afin d'en établir une analyse. Nous n'affirmons pas détenir la vérité et demandons donc de respecter notre point de vue. Parce que nous rêvons d'une société où demain puisse s'épanouir pleinement la Citoyenneté par la démocratie participative, nous défendons plus que jamais la liberté d'expression.

Bon courage pour vos partiels,

Bonne lecture,

Jean-Baptiste HERMANN

(*: voir l'index citoyen P.11)

BREVES DE BLOGS

Pendant la crise du CPE, la Citoyenneté s'est exprimée sur le net.

Le débat étudiant, parfois violent, a entraîné de nombreux commentaires.

Adresses des différents blogs de la période CPE :

<http://www.stopcpedijon.canalblog.com>

<http://www.bloquelecpepastafac.net>

<http://www.stopleblocage.com>

Nous avons sélectionné des réactions issues des blogs :

<http://www.stopcpe.net>

et

<http://www.anticpedijon.blairhauts.com>

(sélectionnées telles quelles sur les blogs sans modification)

1. Le mardi 7 février 2006 à 21:49, par **étudiante dijonnaise**

bonne manifestation avec une influence très insuffisante pour l'ampleur des conséquences à venir. Dijon une ville si universitaire et étudiante n'a pas été à la hauteur à mon avis. 1500 je crois c'est peu je trouve!! Alors bougeons nous!!

2. Le mercredi 8 février 2006 à 01:26, par **la Gauche dijonnaise**

ah bah c'est qui sont forts nos camarades "unitaires", bon allez à tout casser z'étaient 100. Nous (et la demoiselle aurait du rejoindre) le collectif de la Jeune Gauche, on était 1500,(et la totalité de la manif représentait 2500/3000 manifestants), bon ben voilà, nous on connaît notre potentiel militant, donc la prochaine fois faudrait p'tête écouter les jeunes...

en plus les accords unilatéraux CGT/unef!(te!) auraient pu prendre en compte que nous on aurait fait 2 fois plus si la manif n'était pas si tard... et après on croit représenter les jeunes... allez, arrêtez de faire les malins, soyez un peu plus humbles, ça vous permettra p'tête d'être un peu plus à l'écoute...

en tous les cas, je pense que l'étudiante du message du dessus devrait pas s'inquiéter, suffit d'ouvrir les yeux...et de venir voir les MJS!!!

3. Le mercredi 8 février 2006 à 18:46, par **Anti-MJS**

C'est sur qu'en récupérant le mouvement lycéen c'est facile de faire gonfler les effectifs... Il ne me semble pas avoir vu les MJS faire du boulot sur les Universités... C'est facile de critiquer quand on s'amuse à tout faire pour biaiser une union et récupérer un mouvement...

Le jour où les MJS se prendront un peu moins comme des "fils à tonton",

c'est à dire des jeunes qui ne sont pas à droite juste par populisme, peut être que ça changera !

Je conseille à l'étudiante qui avait laissé le premier message de rester libre de tout parti, de toute "tendance" (hein les TRS...SS...lol), et de chercher à mobiliser des gens d'assos étudiantes, qui, malgré tout, ce sont montrés beaucoup plus aptes à créer un mouvement pour les jeunes, mouvement d'une pluralité de points de vue, sans vouloir faire de la promo inutile dans le but de faire de nouvelles cartes au magnifique parti socialiste, exemple d'union, de solidarité et d'honnêteté comme chacun sait !

A bon entendeur salut !

PS : attention à pas trop jouer la provoc', car comme on dit dans de bons slogans, "sinon ça va péter"...

Le jeudi 9 février 2006 à 20:42, par **et en plus ça devient violent...**

waouh anti-mjs comme t'es vexé!!

bon allez, qui s'est qui colle et qui se prend des procès parce qu'on en fait trop sur le campus??...Le MJS

Qui écrit dans le seul et unique journal étudiant qui donne la parole à tous??...Le MJS

Qui c'est qui représente la minorité (et tu l'avoues) de l'UNEF Dijon qu'on aimerait bien d'ailleurs qu'elle se taise (en la traitant de SS, bravo!)...des Camarades du MJS

Ben oui, on est partout, et on vous démontre une fois de plus notre force de frappe...et les histoires de récup ça faire rire, je tiens à t'informer "anti" que les Camarades MJS ont été contactés par les cocos pour ramener la FIDL. Alors arrête l'hypocrisie, et jouons franc jeu, quand on est de Gauche on ne s'octroie pas le travail des autres, pas de notre faute si vous militez pas assez...

ensuite si tu veux qu'on soit un peu plus souvent sur le campus, on risque de ne pas te décevoir...

Et ton "PS" (drôle) à la fin du message va à mon avis t'attirer des emmerdes de la part de tes chefs, à moins qu'eux aussi soient suffisamment inconscients pour dire de telles choses (ce que je ne parviens tout de même pas à croire, quoique des fois...)

J'espère ne plus avoir à répondre à ce genre de message et au fait regarde la presse, parout en Côte-d'Or(tu devais pas y être) le MJS et la FIDL ont mobilisé

désolé encore de vous avoir laissé trop de place sur la fac, mais nous ne sommes pas non plus les seuls organisateurs de la manif!!!

bon et puis tes histoires de cartes me font bien rire quand on est dans l'un des derniers bastions TTE qui résistent comment? bah en faisant des cartes comique! et juste une question, toutes ces cartes elles étaient où dans la manif?

bon pour en terminer parce que j'ai autres choses à foutre mais j'aime bien que les choses soient claires, moi je respecte tes idées de Trotskyste, de coco, ou de ce que tu veux, mais de ton côté tu devrais faire pareil car tes attaques envers le PS ne font que t'enterrer un peu plus...

je répète que je n'espère pas à avoir à répondre de nouveau à ce genre de message qui vous enterre toujours un peu plus...

18. Le lundi 27 février 2006 à 16:48, par **Baptiste**

En tant qu'ancien membre du bureau national de la FIDL, et militant dans un syndicat de salariés (CGT), je trouve inadmissible la mauvaise foi dont font preuve certains étudiants se déclarant syndicalistes !!

Comment peut-on autant mépriser le mouvement lycéen ? C'est certainement parce que ceux qui crient à l'unité (super la façade en accumulant des étiquettes vident !) ne sont pas à l'origine de la mobilisation des plus jeunes...

Et même si le MJS est une orga politique, admettez que sans eux en Côte-d'Or il n'y aurait pas beaucoup de jeunes dans la rue...

110. Le dimanche 30 avril 2006 à 22:36, par **Vive la récup !**

Un grand merci à Yann G [REDACTED] pour la publicité faite pour le PCF !

Je croyais que le mouvement était apaisant dans le collectif d'occupation de l'uB.

Preuve en est : tous des gauchos qui ne pense qu'à la révolution !

6. Le samedi 1 avril 2006 à 09:16, par **Emilie**

Bonjour!

Je suis ici un passager clandestin puisque je suis convaincue que le blocage est une mauvaise solution. Voici un petit mot écrit par le collectif contre le blocage, qui décrit bien la démocratie qui règne actuellement sur la fac (même si je me doute bien que vous allez nier en bloc, ou effacer ce message).

"Bonjour à tous.

Hier, nous avons été reçu par des membres du collectif, ce afin de communiquer vos propositions quand aux modalités de vote.

A l'issue de cette négociation de deux heures avec les membres de la communication, voici ce qui devait être proposé au vote au collectif.

Premier mode de fonctionnement

Une AG globale pour l'université de Bourgogne, qui voterait uniquement la grève (par exemple de 12h30 à 14h)

Dans la foulée, une vote dans chacun(e) des UFR/bâtiment concerné(e)s, un vote sur le blocage/la suspension des cours.

Vote dans lequel:

seul les étudiants concernés votent (les sciences en sciences, les droit lettres en droit lettres, ...), avec liste d'émargement. Ces bureaux de vote aurait été ouvert de la fin de l'AG globale (environ 14 heures) jusqu'à 19 heures (fermeture des premiers locaux).

Il n'y aurait donc pas eu besoin d'assister à l'AG pour voter, si par exemple vous aviez cours/vous étiez salarié.

De plus, un système de procurations était prévu (une par personne, avec la carte d'étudiante et un mot signé de l'absent).

Avec toute ces mesures, tout le monde aurait eu la possibilité de voter, quel que soit son emploi du temps, mais un vote dans son UFR uniquement.

Deuxième mode de fonctionnement

Une AG globale, par exemple de 12 heures 30 à 14 heures.

Cette AG eu votée: la grève à main levée

Le blocage de droit lettres aurait été voté ensuite, avec -liste d'émargement

-4 urnes ayant chacun un morceau de la liste

-vote à Aristote Platon, qui permettait de mettre en place un circuit découpant l'alphabet en quatre.

-Procurations autorisées (1 par personne, avec carte étudiante et mot signé de l'absent)

- un bureau de vote ouvert de 14 heures à 20 heures.

Donc plus d'obligation de présence à l'ag pour voter, comme cela était le cas à l'ag de sciences gabriel, et à l'ag de lundi au final (puisque l'ag a voté l'autorisation de rentrer à ceux qui arrivaient après).

Jugeant ces propositions acceptables, la communication les a transmis au collectif.

Les résultats du vote du collectif

L'ensemble des propositions a été rejeté.

Les modalités qui seront appliquées

AG le mardi 4 avril à 10 heures.

Vote ensuite.

Présence à l'ag obligatoire pour voter: les portes seront fermées peu après le début des débats (10 heures 30 dernier carat).

Carte étudiante nécessaire pour voter (même type que lundi dernier).

Tous les étudiants de l'ub votent.

Ces modalités n'ont donc pas été négociées, mais imposées à tous".

Avez-vous consciences que vous êtes en train de virer régime totalitaire? Connaissez-vous le sens du mot négociation?

41. Le dimanche 12 mars 2006 à 15:02, par **étudiante en colère**

Bloquer la fac pour bloquer la fac ne sert à rien si aucune action n'est menée en parallèle!!! Vous êtes en train de vous

faire plus d'ennemis qu'autre chose. Vous dites également que vous vous faites insulter etc... et comment traiter vous les gens qui n'ont pas la même opinion que vous : de fachos!!! Au début de l'année, vous brandissiez des affiches: ETUDIER EST UN DROIT, PAS UN PRIVILEGE!!!(en ce moment ce n'est pas le cas). **Vos discours sont totalement contradictoires et incompréhensibles.**

43. Le dimanche 12 mars 2006 à 15:31, par **alexanda**

qd des skin disent qui rentre ou pas dans la fac, effectivement ça me fait peur..

que vous montriez votre mécontentement, ça ne me dérange pas, par contre que vous nous preniez en otage, je suis complètement contre.. puisque ça n'est pas la bonne solution. le projet est passé au cas où vous l'auriez oublié, désormais c'est devant vos députés qu'il faut en référer.

DE plus plus, les forces de l'ordre, interviendront en cas de débordement, et il y en aura sans doute, ce que je ne souhaite pas, car de votre squat vous ne vous rendez peut être pas trop compte que cette histoire va mal se terminer.. vous prenez les gens pour des cons avec vos ag pseudo démocratiques, **et c'est votre comportement qui suscite la polémique bien plus que vos revendications..**

65. Le lundi 13 mars 2006 à 10:17, par **pioupiou**

Bonjour à tous. UN peu de politesse ça ne fait pas de mal par moment. Moi je suis étudiant en DEA dans ce bâtiment j'ai mes 2 partiels les plus importants la semaine prochaine, un mémoire à faire... Je suis contre le blocage, je ne suis pas de droite... je connais pas mal de gens qui participent à ce blocage mais j'ai qu'en même quelques questions à poser aux bloqueurs. Tout d'abord, le blocage est ce un moyen de lutter contre le cpe ou un moyen de réitérer dans la tête de certains un mai 68 qu'ils n'ont pas vécu? Ensuite un de vos camarades parle d'objectivité, mais désolé écouté les personnes qui sont à l'intérieur n'est pas non plus très objectif. Autre chose, j'espère vraiment que la tension entre les deux camps va diminuer car je vous assure qu'à l'extérieur, il y a beaucoup d'abrutis qui sont près à tout pour entrer. Et ça je suis totalement contre et là je vous soutiens les bloqueurs. Enfin arrêtons de nous faire la morale de s'insulter comme des collégiens ou des députés. d'ailleurs à ce sujet, **il faut arrêter de traiter quelq'un de fascho car il est soit de droite ou qu'il est pour la libération de la fac. De même de considérer les bloqueurs comme des casseurs, gauchos...**

Merci pour ce forum..

78. Le lundi 13 mars 2006 à 19:52, par **vivi**

jsui affligé parce que j'ai vu de lire alors d'après toi si on est contre le blocage on est pour le cpe mais laisse moi rire qd je vois que tu écris que c'est personne la son manipulé dc je suis manipulé alors... ouais en fait par le génie qui soutienne se bloque car je ne peux pas aller en cours à cause d'eux c'est oui c'est grave pour moi de loupé le cours, ta rien compris au principe de liberté c'est de démocratie, le droit à la liberté comme toi même la on me laisse pas ma liberté car on me laisse pas aller en cours, on me laisse pas créer mon avenir... **je suis pour la grève, pour kon enlève ce putain de contra qui fé tourné la tête à ts les étudiants** même je suis contre au blocage de la fac, contre le fé kon m'enlève ma liberté... c'est par la fac qui fo bloqué c'est la préfecture, l'élisée par d'étudiant qui veule bossé... **DROIT A LA LIBERTE MERCI**

CPE : Le Kärcher Social

Après le CNE, la réforme du code du travail prend une nouvelle dimension avec l'adoption du CPE par l'Assemblée Nationale.

Le CPE, Contrat Première Embauche, est le nouveau moyen du gouvernement Villepin supposé remédier au chômage des jeunes de moins de 26 ans. Cet énième contrat de travail installe une plus grande précarité dans le droit du travail. Bien que facilitant l'embauche (déductions fiscales, aides financières, soutiens aux patrons) sans aucune proportion avec leur obligation d'embauches, ce nouveau contrat n'améliore pas pour autant le niveau de vie des jeunes salariés. Le jeune embauché débute son contrat par une période d'essai de deux ans résiliable à tout moment, unilatéralement par l'employeur sans aucun motif. Ceci se traduit dans les faits par la signature un CDD journalier.

Le CPE interdit donc l'avenir, tout ramènera le jeune en CPE à la précarité de sa situation. Trouver un logement ? Prendre un crédit ? Il se verra interdire l'accès à tout ce qui peut l'installer dans la vie. Même avec le *Locapass* (garantie publique sur la caution du loyer), quel propriétaire louera un appartement à un jeune qui pourra se faire licencier du jour au lendemain ?

Jusqu'à 26 ans, le jeune en CPE enchaînera les petits jobs sans aucune stabilité. Le CPE est la dernière étape avant la création d'un contrat de travail unique. En outre, cela organise un rééchelonnement par le bas. En effet, ce contrat institue une catégorie unique regroupant tout jeune de 18 à 26 ans en un ensemble homogène sans distinction de qualification.

L'adoption du projet à l'Assemblée nationale fut plus que chaotique. Effectivement, comme seule réponse à la levée de boucliers de l'opposition (en plus des organisations syndicales), le gouvernement a fui le combat en dégainant l'article 49.3 de la Constitution, avalisant son projet sans étudier les amendements déposés et donc en le passant en force. Comme à son habitude, Dominique de Villepin a rejeté les discussions avec les partenaires sociaux.

Les effets de cette réforme paraissent de très loin surestimés. En dehors de la précarité imposée à toute une classe d'âge, les effets positifs envisagés à long terme paraissent déjà compromis. Les arguments avancés par le gouvernement sont basés sur des suppositions plus qu'aléatoires. Ce n'est pas en permettant de licencier plus facilement qu'on fait baisser le chômage.

La mauvaise foi n'ayant pas de limites, le gouvernement minimise le nombre de contrats rompus (en toute légalité) et plus grave, minimise aussi le nombre de ruptures abusives. Comme nous le démontre chaque jour le grand frère du CPE, le CNE, le nombre de plaintes devant les tribunaux des Prud'hommes est en



augmentation constante. La remise en cause du droit du travail n'a pas encore atteint son paroxysme. La thèse avancée par les défenseurs de cette réforme est que les abus ne seront pas plus importants concernant le CPE que les abus concernant les contrats préexistants.

Après avoir affirmé en d'autres temps que " ce n'était pas la rue qui gouvernait ", la sémantique Chiraquienne par l'apôtre Villepin démontre aujourd'hui qu'il " écoute ceux qui manifestent mais qu'il écoute aussi [surtout] ceux qui ne manifestent pas ".

Après quatre manifestations rassemblant au fil des semaines de plus en plus de monde, les lycéens, étudiants, partis politiques et syndicats de salariés ont défilé le 4 avril dans toute la France pour le retrait du CPE, très vite rebaptisé Contrat Précarité Embauche (!!!). Ce dernier rassemblement a mis dans les rues pour la deuxième fois en une semaine plus de 2 millions de manifestants.

Sur le plan local, la mobilisation a été très suivie. Dans les rues de Dijon, plus de 15 000 personnes ont fait entendre leur voix. Le Collectif de la Jeune Gauche Dijonnaise (composé de Post-Scriptum, de la FIDL et du MJS) a réussi à mobiliser plus de 4000 lycéens dans toute l'agglomération dijonnaise, allant même jusqu'à mobiliser les lycéens de Brochon. Nouveau dans ce genre de mobilisation, un collectif anti-CPE a vu naissance à Semur-en-Auxois sous la même bannière que le collectif dijonnais.

L.C. et G.S.

Le C.P.E. a finalement été retiré le 10 avril. Un combat de gagné.

Et maintenant... il est temps de passer aux propositions.

INTERVIEW

François REBSAMEN, Maire de Dijon

- Nous connaissons votre position pour le retrait du CPE, que pensez-vous de la mobilisation de la jeunesse aujourd'hui ?

Les jeunes ont raison de se mobiliser sur une question qui concerne directement leur avenir et ceci d'autant plus qu'ils n'ont été à aucun moment consultés sur ce projet.

Le gouvernement VILLEPIN - SARKOZY méprise la jeunesse et s'étonne ensuite que la colère monte. Plutôt que de s'emurer à Matignon ou à Neuilly-Sur-Seine, le gouvernement aurait mieux fait d'ouvrir un véritable dialogue. Ce n'est pas en choisissant la stratégie du " pourrissement " que l'on rassemble la société.

La jeunesse de notre pays mérite mieux que ce CPE, contrat de précarité et d'exclusion, avec lequel on peut être licencié du jour au lendemain sans motif un peu comme les journaliers au XIXème siècle. Face à cette régression sociale qui nous est proposée, le parti socialiste a formulé des propositions allant dans le sens d'une société fondée sur les sécurités professionnelles et non pas sur la précarité.

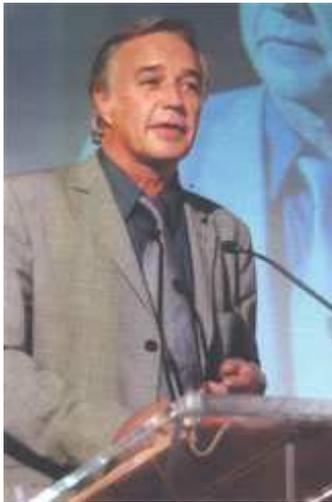
Enfin, il faut arrêter de diviser la société comme le fait le gouvernement pour faire passer en force tous ses projets. Les Français veulent d'une société du mieux vivre ensemble et non pas d'une société qui exclue, qui divise et qui méprise.

- Pensez-vous que cette mobilisation peut-elle fléchir le gouvernement ?

La mobilisation non violente est la meilleure façon de faire gagner sa propre cause. Compte tenu du succès des mobilisations depuis le 7 février dernier, le gouvernement ne peut pas tenir sa position ou il fait courir un risque majeur de crise sociale et politique grave.

Mais face à un gouvernement qui reste sourd, la meilleure des solutions passe par la voie démocratique, celle des urnes. En effet, c'est en 2007, au moment des élections présidentielles et législatives, qu'il sera possible de changer enfin de politique. Cette fois ci, il n'y aura pas de session de rattrapage !

Depuis 2002, nous subissons, coups après coups, des



mesures inefficaces, insincères et injustes, une fois contre les chômeurs, une fois contre les jeunes, une fois contre les retraités, une fois contre les salariés de la fonction publique ou du privé ... etc. Ces réformes vont toujours dans le même sens : donner plus à ceux qui ont le plus et priver ceux qui ont le moins.

Alors qu'après les sanctions électorales de 2004, où la gauche rassemblée a gagné la majorité des régions et des départements, l'UMP aurait pu changer de cap, elle a décidé de s'enfermer dans sa logique, divisant ainsi la société française. Il n'y a plus de bon sens, plus de capitaine, la France est pilotée comme le Clémenceau.

- Pensez-vous que le blocage des universités ne nuit pas aux étudiants ?

Concernant les modes d'actions choisis par les étudiants, je n'ai pas de jugement à porter dans la mesure où ces actions restent non violentes. C'est aux étudiants de décider, par des règles transparentes, démocratiques, incontestables, des suites du mouvement. Les partis politiques de gauche demandent le retrait du CPE et soutiennent les étudiants et lycéens dans leur combat contre cette injustice mais n'ont pas à dicter des modes d'actions.

- Comment faire le juste milieu et parvenir à la volonté du Peuple, entre dérives gauchistes et pro-CPE ?

Comme je vous le disais dans une précédente question, il est primordial d'avoir des règles de fonctionnement transparentes et démocratiques. Une de ces règles est la règle de la majorité, une fois la majorité trouvée, il faut respecter le choix.

Vous pouvez d'ailleurs constater que les " pro-CPE " n'étant pas majoritaires sur le fond essaient par tous les moyens de décrédibiliser les étudiants et les lycéens. Ils ne cherchent pas le dialogue mais utilisent le mépris. Cela ne vous fait pas penser à la méthode utilisée par le gouvernement ?

Le meilleur moyen d'éviter toutes dérives est donc de voter, et au bon moment...

suite page 9...

DOSSIER ÉVÉNEMENT

- Quelles seraient vos réponses à la question du chômage des jeunes ?

Contrairement à ce que certains voudraient faire croire, le Parti socialiste n'est pas uniquement dans une posture d'opposition, il propose. Nous n'avons d'ailleurs pas toujours l'occasion d'être entendus puisque même à l'Assemblée nationale, lieu de débat démocratique par excellence, nous sommes méprisés par l'UMP.

En effet, face à une conception de la société précarisée, nous souhaitons défendre une société fondée sur les sécurités professionnelles car l'insécurité n'est pas que physique, elle est bien évidemment sociale.

Nous faisons donc deux propositions aux jeunes de moins de 26 ans :

- La mise en place d'un contrat sécurité formation pour les jeunes sans qualification ou sans diplôme adapté. Avec le contrat que nous proposons, nous disons clairement que tous les employeurs qui y souscriraient, auraient la couverture de l'aide liée précisément à la formation apportée aux jeunes. Ce qui veut dire que tous les contrats à durée indéterminée pour les jeunes sans qualifications seraient subventionnés.
- La deuxième proposition que nous faisons est la modulation des cotisations sociales selon la durée des contrats afin de faire du CDI la forme normale d'embauche. Les entreprises qui embaucheraient des CDI verraient leurs cotisations sociales diminuer, les autres seraient pénalisées.

On pourrait ajouter une troisième proposition relative à la croissance économique. En effet, le CPE ne permettra pas de créer de nombreux emplois stables car le principal déterminant de l'embauche est le niveau de la demande, de l'investissement public et privé. Les employeurs ne recrutent pas parce qu'on leur propose, par un effet d'aubaine, des "contrats jetables" mais au contraire parce qu'ils ont des carnets de commande. Or, en matière économique, le gouvernement UMP nous a conduits droit dans le mur comme l'attestent toutes les études économiques récentes. Il est donc urgent de relancer la croissance économique par une relance du pouvoir d'achat des revenus les plus faibles et par l'investissement public notamment.

Pour conclure, Jean JAURES, dans son discours à la jeunesse, disait " le courage c'est de comprendre le réel et d'aller à l'idéal ". Comprendre le réel, c'est fait vu la situation et le contexte, maintenant, allons vers l'idéal !

Merci pour vos questions et bon courage à Post-Scriptum.

Propos recueillis par la direction de rédaction,
en mars 2006

Sondage exclusif réalisé par

Post-Scriptum

- Savez-vous ce qu'est le CPE ?

Oui : 100%, non : 0%, nspp : 0%

- Si oui, êtes-vous pour ?

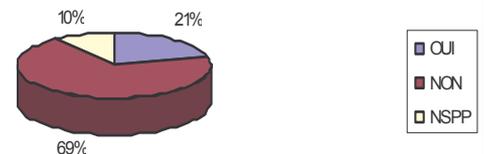
Oui : 6,90%, non : 86,20%, nspp : 6,90%

- Etes-vous pour la grève ?

Oui : 86,21%, non : 13,79%, nspp : 0%

- Etes-vous pour le blocage de l'université ?

Oui : 20,69%, **non : 68,97%**, nspp : 10,34%



- Pensez-vous que le blocage est absolument nécessaire pour la bonne conduite du mouvement ?

Oui : 20,69%, **non : 65,52%**, nspp : 13,79%

- Connaissez-vous les modalités d'une assemblée générale étudiante ?

Oui : 62,07%, non : 34,48%, nspp : 3,45%

- Etes-vous déjà allé à l'une d'entre elle ?

Oui : 62,07%, non : 37,93%, nspp : 0%

- Allez-vous aux manifestations étudiantes ?

Oui : 34,48%, non : 65,52%, nspp : 0%

- Poursuivez-vous votre travail étudiant pendant le blocage ?

Oui : 79,31%, non : 13,79%, nspp : 6,90%

- Etes-vous affilié à une association, un syndicat ou une organisation politique ?

Oui : 3,45%, non : 96,55%, nspp : 0%

- Pour vous, les porte-parole du collectif d'occupation représentent-ils l'ensemble des étudiants opposés au CPE ?

Oui : 34,48%, **non : 48,28%**, nspp : 17,24%

Sondage réalisé le 23 mars 2006 auprès des habitants de la Cité-U Montmuzard.

Taux de présence : 24,60 %.

DOSSIER ÉVÉNEMENT

FACE A FACE

Matthieu MOREAU,
Président de l'AGED UNEF

1) Etant contre le CPE, le blocage de l'Université est-il un moyen efficace pour faire entendre la voix des étudiants ?

Absolument ! On l'a vu : le blocage a permis de massifier considérablement les assemblées générales, les manifestations et donc le mouvement. C'est le seul moyen pour que les étudiants n'aient pas à choisir entre aller en cours pour préparer leur avenir ou descendre dans la rue pour le défendre. Lorsque les cours n'ont pas lieu les étudiants peuvent se mobiliser pleinement. On ne fait pas la grève en cours !

2) Sachant que la majorité des étudiants se salarie l'été afin de financer leurs études, ne pensez-vous pas que le blocage, qui pourrait repousser les dates d'examen, nuit davantage aux personnes les plus défavorisées ?

C'est tout le contraire : une grève sans blocage ou suspension de cours pénaliserait de fait les boursiers qui n'auront pas d'autre choix que d'aller en cours car leur assiduité est contrôlée. Lorsque les cours n'ont pas lieu personne n'est pénalisé. De plus les sujets des examens porteront uniquement sur les cours dispensés dans des conditions normales. Il n'y a donc pas de conséquences néfastes sur les partiels.

3) Quelles sont vos propositions pour résoudre le problème du chômage des jeunes ?

Elles sont multiples et l'UNEF les porte depuis de nombreuses années. La priorité doit être donnée à l'éducation : quelle meilleure arme pour se défendre sur le marché du travail que ses qualifications ? Un réinvestissement fort de l'Etat est donc nécessaire. Nous avons également besoin de mesures d'urgence notamment en matière d'aides sociales et de logement étudiant. A long terme, il faut songer à un statut social de l'étudiant passant par une allocation autonomie.

Bertrand THIBAUT,
Porte parole des Associatifs et Indépendants

1) Etant contre le CPE, le blocage de l'Université est-il un moyen efficace pour faire entendre la voix des étudiants ?

Le blocage de l'Université ne fait pas pression sur les décideurs mais sur l'Université, qui n'a aucun impact sur le CPE. Je ne pense pas que les barricades soient très communicatives mais il est vrai que la suspension des cours forcée qu'il implique réoriente les étudiants sur les manifestations. Pour autant, quand il s'éternise, il vide les campus et cristallise les débats sur lui au lieu de mobiliser les étudiants contre le CPE.

2) Sachant que la majorité des étudiants se salarie l'été afin de financer leurs études, ne pensez-vous pas que le blocage, qui pourrait repousser les dates d'examen, nuit davantage aux personnes les plus défavorisées ?

On voit bien dans les instances de l'Université et du CROUS que la précarité étudiante est très présente, les systèmes d'aides sociales sont de plus en plus inefficaces et les premiers en situation difficile sont les étudiants qui ont déjà du mal d'habitude. Le décalage des examens, les rattrapages de cours ou toutes autres solutions vont forcément déstabiliser les emplois du temps, alourdir les conditions d'études. Et, forcément, ce seront les étudiants déjà en difficulté (pédagogique, sociale) qui risquent d'en payer le prix.

3) Quelles sont vos propositions pour résoudre le problème du chômage des jeunes ?

On ne résout pas le problème de l'insertion professionnelle des jeunes par un contrat, un cadre juridique mais par des choix politiques. Les diplômes jouent un grand rôle dans l'insertion puisque le taux de chômage des jeunes varie du simple au double suivant qu'ils aient un diplôme ou non, c'est là qu'est la clé. C'est pour cela qu'il faut revaloriser les budgets éducatifs mais aussi donner une place plus grande à la professionnalisation dans les universités par une augmentation des stages rémunérés et de l'accompagnement pédagogique.

Propos recueillis par la direction de rédaction.

UNE NUIT A LA FAC...

Fantômes ou fantasmes ?

On est presque au Vietnam... En tous les cas, on s'y croirait. L'ennemi est omniprésent, la pression est à son comble. Munis de talky-walkys, les responsables de la sécurité de la Fac bloquée sont sur leurs gardes. Des sentinelles aériennes et mobiles assurent la liaison avec celles qui filtrent les va-et-vient à la porte arrière du désormais illustre amphithéâtre Roupnel. Pour pénétrer dans le bâtiment bloqué, il ne suffit pas d'être contre le CPE, de Gauche ou même prêts à aider. Comme pour une entrée en boîte, le contrôle et l'arbitraire sont de mise. Une fois à l'intérieur, les choses ne sont pas vraiment plus sereines, à moins de se promener tranquillement au 4^e étage déserté. La paranoïa règne dans le bâtiment Droit-Lettres. Tous les quarts d'heure, une attaque de la part de dangereux droitistes est annoncée. Nous connaissons la léthargie habituelle de la Droite locale et nous nous étonnons d'un tel comportement. Rien n'y fait, des gens seraient sur les toits prêts à attaquer, l'extrême-droite préparerait un plan de déblocage... Nous sommes surpris de voir le bout du couloir du 4^e étage côté Lettres complètement bloqué ; des chaises, tables, bancs étaient placés sur plusieurs mètres contre une simple fenêtre. Est-ce que le GIGN entrera par le balcon des philosophes ? Un hélicoptère viendrait-il débloquer la Fac ? Très sérieusement, nombre de personnes croisées dans les couloirs de la Fac bloquée soutenaient ce genre de protection... au cas où.

Le balcon servit par la suite à différents barbecues ; c'est vrai qu'en journée il y a moins de risques d'être attaqué par un hélico du GIGN ! Pendant toute la période du blocage, il existait cette peur des fantômes... ou plutôt cette fascination de certains fantasmes.

" Vive les barbecues "

Cette inscription fut l'un des plus beaux tags que l'on put observer suite au blocage, bien que le plus magnifique soit certainement " La Lutte des classes c'est la classe ! ". Nous n'évoquerons pas les abominables " dessins " des anars et autres rebelles. Il est à noter que le Bâtiment Droit-Lettres est resté à peu près sans dommage. Les festivités ciblaient certaines salles, comme la 321, où djambés et pétards constituaient l'essentiel de la soirée. Les chichons semblaient plus présents que la petite apparemment réservée aux petits chefs... De là à dire que ça alimentait la parano...

Des rencontres formidables...

La solitude du responsable des JC nous poussa à la conversation... et nous avons alors beaucoup compris sur le blocage et la vision du mouvement pour certains : " Je sais que nous avons raison ", " Je ne me remets pas en question ", " Je sais que je suis du bon côté de la barrière ", " Je suis pour la bien-pensance de Gauche " (sic !). *NDLR : A force d'être du bon côté de la barrière, notre cher Camarade s'est retrouvé sur les rails (notons que bloquer une gare en grève n'est pas ce qu'il y a de plus efficace...).*

L'un de ses Camarades, le responsable de l'UEC, tout aussi

audacieux, fit preuve avec nous d'une grande honnêteté déclarant clairement son hostilité à la Démocratie. Selon lui, la majorité des étudiants étaient contre le blocage, il ne fallait donc pas tenir compte de leur avis. Il fallait en conséquence accepter le vote seulement s'il était en faveur de l'opinion du bloqueur (car bien sûr ils sont certains d'avoir raison !). D'après lui, le blocage était absolument nécessaire, même si la majorité s'y opposait ; la faute à la Droite... Le mépris de la Droite envers les jeunes imposait donc... le mépris envers les jeunes qui ne pensaient pas pareil... Et même si Dijon avait été la dernière Fac bloquée, il fallait continuer à tout prix quoiqu'il en coûte à la Démocratie. Si cet étudiant a été honnête avec nous, il est dommage qu'il n'est pas crié durant les AG sa conception de la Démocratie au mégaphone qu'il avait pourtant bien l'habitude de tenir...

On ne peut pas parler d'une nuit à la Fac sans évoquer les " anarchistes ". Nos rencontres furent plus qu'amusantes tellement la conception d'Anarchie semble absente de leurs propos. L'un d'eux, fils d'entrepreneur, employé et contre le salariat, nous expliqua toute sa vision des choses. En bref, si t'es pas d'accord, un recours à la violence est nécessaire... Où est l'idée de Liberté ? Absente... D'après ce bloqueur non-étudiant, le Respect n'avait aucun rapport avec la Liberté...

Une romance du Collectif d'Occupation...

Une nuit, alors qu'un complot se tramait, nous décidâmes de nous joindre aux derniers rescapés. Très vite, on comprit que nous étions mal venus. La conversation portant sur la vie de la communauté et la légitimité de l'autorité, nous pensions bon de parler politique. Interdit ! Quelque peu gênés, nous fîmes part de nos convictions sociales-démocrates. Interdit, diable ! La couleur brune régnait dans l'amphithéâtre... Les rasés étouffaient les débats... Soudain un acte de délation... Nos propos politiques ne passèrent pas inaperçus et un petit chef intervint ; nous ne devons pas rester ici... expulsion. Pourquoi ? Parce que dans le blocage d'une Fac, il faut servir à quelque chose... Nous, nous ne servions à rien. Ça se passait comme ça sous l'Occupation.

Le Comité de rédaction

INDEX CITOYEN

FIDL : Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne

FSE : Fédération Syndicale Etudiante

JC : Jeunesse Communiste

MJS : Mouvement des Jeunes Socialistes

UEC : Union des Etudiants Communistes

UNEF : Union Nationale des Etudiants de France